États de guerre

Éditorial

Esprit

En déclenchant une confrontation directe avec un régime que personne n'est enclin à défendre, Netanyahou tente de récréer du consensus autour de son entreprise guerrière, de plus en plus contestée. Mais en prétendant représenter et défendre le *« monde civilisé »*, il revigore une rhétorique particulièrement délétère.

Avec le lancement de l'opération *Rising Lion* contre l'Iran, l'ambition israélienne de remodeler les équilibres politiques du Moyen-Orient par la force atteint son apogée. Inédite par son ampleur, cette offensive s'inscrit dans la stratégie de destruction de l'« axe de la résistance », qui n'a cessé de s'accélérer depuis le 7 octobre 2023 et dont la décapitation du Hezbollah libanais en novembre 2024 avait déjà marqué une spectaculaire étape. Tandis qu'Israël fait de nouveau la preuve de sa supériorité militaire et de la puissance de ses services de renseignement, tous les piliers sur lesquels reposait encore le régime des mollahs ont été irrémédiablement fragilisés. Plus décrédibilisé que jamais aux yeux de sa propre population, il perd également la face sur la scène internationale, où son programme nucléaire l'avait imposé, de fait, en interlocuteur. Donald Trump a eu beau appeler l'Iran à reprendre les négociations, cette option ne relève plus que de la rhétorique. Conforme au *modus operandi* que la nouvelle administration américaine tout comme Benjamin Netanyahou imposent désormais dans les relations internationales, la mise au pied du mur de Téhéran barre toute voie diplomatique crédible.

Cette nouvelle déflagration radicalise l'interrogation qui se trouvait déjà au cœur de notre dossier de juin, « Syrie, Liban, un tournant historique ? ».

Joseph Bahout et Hamit Bozarslan y écrivaient : « *Gaza devint donc effectivement le catalyseur des changements qui rendirent la question palestinienne plus que jamais invisible, mais métamorphosèrent le Proche-Orient dans son ensemble – même si la totalité du tableau, et sa finalité surtout, restent en filigrane pour le moment*[1]. » Après la chute de la dictature des Assad en Syrie, l'affaiblissement inespéré du Hezbollah au Liban, faudra-t-il compter l'effondrement programmé du régime des mollahs au rang des « ouvertures » que la guerre d'anéantissement de Gaza aura suscitées ? Rien n'est moins sûr.

En effet, l'habilité politique dont témoigne ici Netanyahou n'a d'égal que son cynisme. Alors que s'accroissait dangereusement la pression mondiale pour dénoncer le sort injustifiable fait aux Palestiniens et que l'état de guerre permanent dans lequel il a engagé la société israélienne était de plus en plus contesté en interne, le déclenchement d'une confrontation directe avec un régime que personne n'est enclin à défendre lui permet de recréer du consensus autour de son entreprise guerrière. Mais en prétendant représenter et défendre le « *monde civilisé* », il revigore une rhétorique dont les effets délétères sont de plus en plus manifestes. Une fois encore, une démocratie, sur la base du droit à se défendre, déclenche une offensive armée hors de tout cadre légal. Comment ne pas songer ici au précédent irakien et au poison que cette intervention a durablement distillé, non seulement dans une région qui ne s'est jamais remise de cette déstabilisation, mais dans l'ordre international lui-même, dont le principe même s'est retrouvé décrédibilisé ? Comme à l'époque, et toute honte bue, la Chine et la Russie condamnent une intervention révélatrice selon elles d'un « deux poids, deux mesures », touchant ainsi une corde de plus en plus sensible dans les sociétés non occidentales.

L'habilité politique dont témoigne ici Netanyahou n'a d'égal que son cynisme.

Par ailleurs, l'intervention irakienne et, plus largement, la « guerre contre la terreur » engagée par l'administration Bush, ont eu des conséquences

internes majeures de corruption de la vie démocratique américaine. À cette lumière, l'avenir démocratique d'Israël paraît particulièrement menacé. Pendant que Netanyahou frappait l'Iran et prenait à revers le rêve trumpien de conclure un accord sur le nucléaire et d'obtenir ainsi le prix Nobel de la paix, le président américain déployait la garde nationale et les *marines* dans Los Angeles pour y réprimer des manifestants. Il assistait aussi à une parade militaire, dont il rêvait depuis longtemps, pour son anniversaire et celui des 250 ans de l'armée américaine. Dans un renversement inédit du rapport à l'armée qui prévalait jusque-là aux États-Unis, Trump manifeste sa réticence à intervenir militairement à l'étranger, tout en se montrant de plus en plus enclin à le faire sur le sol national. Cette évolution confirme le brouillage croissant de la frontière qui, hier encore, distinguait les démocraties – certes imparfaites – et les régimes autoritaires. La distinction de plus en plus floue entre états de guerre et de paix, entre l'intérieur et l'extérieur, mais aussi la désignation d'ennemis intérieurs et la multiplication des lois d'exception en sont des marques caractéristiques.

Un tel contexte se révèle redoutable pour l'Europe. Plus que jamais mise sur la touche au plan diplomatique, elle avance sur une ligne de crête dont on ne sait jusqu'à quand elle sera tenable, entre soutien à Israël face à la menace iranienne et appel à la désescalade. Alors qu'elle pourrait subir de plein fouet les conséquences, sécuritaires et économiques, de l'embrasement régional, sa voix devrait s'employer à lutter contre une lecture binaire du monde qui, en plus d'être fausse, nie les solutions diplomatiques et politiques dont le Moyen-Orient a besoin.

1. Joseph Bahout et Hamit Bozarslan, « Syrie, Liban, un tournant historique ? Introduction », *Esprit*, juin 2025.